INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 29 mars 2022**

* Les bourses européennes se sont offertes un solide rebond mardi alors que les négociations entre Ukraine et Russie laissent entrevoir une lueur d'espoir pour la paix. Le CAC 40 a ainsi terminé sur une hausse de 3,08% à 6 792,16 points, et l'Euro Stoxx 50 s'est adjugé +2,61% à 3 988,47 points. Les marchés américains font preuve quant à eux d'un optimisme plus prudent, le Dow Jones et le Nasdaq progressant respectivement de 0,73% et 1,25% en fin d'après-midi.
* Réunies sous l'égide de la Turquie, les délégations de négociateurs ukrainiens et russes ont semble-t-il fait un pas l'une vers l'autre, et avancer vers la résolution d'un conflit qui dure depuis plus d'un mois. L'Ukraine a en effet proposer sa neutralité en échange de garanties de la Russie concernant sa sécurité. Dans le même temps, Moscou a annoncé avoir ralenti ses opérations militaires autour de Kiev.
* Des nouvelles encourageantes que l'on n’attendait pas, tant les derniers pourparlers avaient été stériles. L'Ukraine n'adhèrerait ainsi à aucune alliance militaire, ni ne recevrait aucune base militaire étrangère sur son sol. Le pays a également demandé à la Russie de ne pas s'opposer à une éventuelle adhésion à l'UE.
* Ces négociations, jugées constructives et productives, ont notamment eu pour effet de faire chuter les cours de l'or noir et du gaz, sous pression depuis le début du conflit. Les obligations européennes, délaissées au profits des actions, ont quant à elles vu leurs rendements grimper, le rendement du 2 ans allemand repassant même en territoire positif pour la première fois depuis 2014. Le 10 ans américains (-2,4 points de base) a en revanche échappé à cette hausse.
* L'or et l'argent ont souffert aujourd'hui des nouvelles favorables sur le front des négociations entre l'Ukraine et la Russie. En fin d'après-midi, l'once d'or perd 1,61% à 1 908,60 dollars tandis que l'argent chute de 2,41% à 24,59 dollars. A l'issue des négociations entre Kiev et Moscou, la Russie a décidé de réduire de manière drastique ses activités militaires autour de la capitale ukrainienne et Tchernihiv. Si cette décision a été présentée comme un signe de sa « bonne volonté », elle s’interprète aussi comme un aveu d’échec.

Un des principaux buts de guerre de Vladimir Poutine était de s'emparer du principal centre politique du pays. L'opiniâtre résistance de l'armée ukrainienne en a décidé autrement, du moins pour le moment.

Les observateurs craignent que la Russie ne cherche gagner du temps afin de renforcer ses attaques dans l'est de l'Ukraine où elles s'étaient avérées plus fructueuses.

* En fin d’après-midi, le rouble jaillit de plus de 8% à 87,88 roubles pour un dollar. La devise russe profite des avancées positives dans les discussions entre la Russie et l’Ukraine afin de mettre fin à la guerre. L’Ukraine a soumis un ensemble de propositions, notamment l’adoption d’un statut neutre en échange de garanties pour sa sécurité. Le négociateur en chef ukrainien a estimé que les conditions étaient désormais suffisantes pour qu’une rencontre ait lieu entre le président ukrainien Zelensky et son homologue russe Poutine.

De son côté, la Russie a décidé de réduire radicalement ses activités militaires dans les régions de Kyiv et Tchernihiv, a déclaré vice-ministre russe de la Défense.

Malgré le bond du jour, le rouble abandonne toujours 15% depuis le début de l'année face au dollar.

* En mars 2022, la confiance des ménages baisse fortement, a indiqué l'Insee. À 91, l'indicateur qui la synthétise baisse de 6 points et se situe ainsi bien au-dessous de sa moyenne de longue période (100). Il était attendu à 94, selon le consensus Reuters. En mars, la part des ménages estimant que les prix vont accélérer au cours des douze prochains mois augmente vivement. Le solde correspondant, qui était déjà bien au-dessus de sa moyenne de longue période, gagne 50 points et atteint ainsi son plus haut niveau jamais enregistré depuis le début de la série (1972).

Dans ce contexte, la part des ménages qui considèrent que le niveau de vie en France va s'améliorer au cours des douze prochains mois diminue fortement. Le solde correspondant perd 21 points et reste très nettement inférieur à sa moyenne.

En mars, les craintes des ménages concernant l'évolution du chômage rebondissent. Le solde correspondant gagne neuf points, tout en demeurant nettement au-dessous de sa moyenne de longue période.

En mars, le solde d'opinion des ménages relatif à leur situation financière future perd 16 points ; au niveau de sa moyenne de longue période en février, il s'en éloigne nettement. Le solde relatif à la situation financière personnelle passée des ménages baisse quant à lui d'un point et rejoint sa moyenne.

La proportion de ménages estimant qu'il est opportun de faire des achats importants baisse : le solde correspondant perd trois points et reste au-dessous de sa moyenne de longue période.

* En France, le déficit public pour 2021 s’établit à 160,9 milliards d’euros, soit 6,5 % du produit intérieur brut (PIB), après 8,9 % en 2020 et 3,1 % en 2019. Portées par le rebond économique, les recettes progressent de 101,8 milliards d’euros, soit une hausse de 8,4 %, un peu plus marquée que celle du PIB en valeur. Ainsi, en proportion du PIB, elles atteignent 52,8 % après 52,5 % en 2020 et 52,3 % en 2019. Le taux de prélèvement obligatoire est quasi stable, à 44,5 %.

Les dépenses progressent de 57,1 milliards d'euros (+4%) et représentent 59,2 % du PIB en 2021, après 61,4 % en 2020 et 55,4 % en 2019.

La dette des administrations publiques au sens de Maastricht atteint 112,9 % du PIB à fin 2021.

**SOCIETES**

* A la bourse de Paris, Renault, plus exposé à la Russie, a largement dominé les débats (+11,68%), suivi de Worldline (+9,86%) et Société Générale (+8,33%). Thales (-5%) a en revanche souffert de l'avancée des négociations, tout comme TotalEnergies (-1,88%), pénalisé par le repli du pétrole.
* Sur une place parisienne en forte hausse, Sanofi a perdu 2,23% à 92 euros malgré la révision à la hausse de son objectif de ventes (peak sales) de son "blockbuster" Dupixent. Le laboratoire table désormais sur un chiffre d'affaires de plus de 13 milliards d'euros par an, "rythme de croisière", contre environ 10 milliards auparavant. Cette nouvelle cible ne tient pas compte du potentiel d'augmentation des ventes liées à la broncho-pneumopathie chronique obstructive (BPCO), dont les résultats des essais cliniques pivots sont attendus en 2023. Ce relèvement déçoit. Le consensus tablait en effet sur 15 milliards d'euros.

Dupixent (dupilumab), mis au point avec l'américain Regeneron, est devenu l'un des principaux vecteurs de croissance de l'entreprise.  Dupixent est désormais un leader du marché et plus de 400 000 patients présentant certaines formes de dermatite atopique, d'asthme et de polypose naso-sinusienne ont été traités par ce médicament dans le monde.

D'ici à 2025, Dupixent devrait faire l'objet de onze soumissions réglementaires supplémentaires dans différentes indications et pour le traitement de patients de diverses tranches d'âge, a précisé Sanofi.

Par ailleurs, Sanofi a annoncé un accord de collaboration avec IGM Biosciences dans le développement d'anticorps IgM agonistes dirigés contre trois cibles en oncologie, immunologie et inflammation.

La biotech américaine recevra un paiement initial (upfront) de 150 millions de dollars et, potentiellement, plus de 6 milliards de dollars de paiements pour les étapes franchies (milestones) concernant le développement, l'approbation réglementaire et la commercialisation.

* Les opérations stratégiques se multiplient pour Plastic Omnium. Après avoir annoncé l’acquisition d’AMLS la semaine dernière, l’équipementier automobile a révélé ce matin être en discussions exclusives pour le rachat d’Actia Power ainsi que son entrée au tour de table de Verkor. Jugeant ces opérations comme hautement stratégiques pour le profil de croissance du groupe, Midcap Partners a renouvelé sa recommandation d’Achat et son objectif de cours de 25,7 euros sur la valeur. Au sein d’un secteur automobile particulièrement bien orienté, Plastic Omnium a bondi de 11,63% à 17,47 euros l’action sur la place de Paris.
* L'assureur santé américain UnitedHealth a annoncé le rachat de LHC Group pour 170 dollars par action en numéraire, soit un montant total de 5,4 milliards de dollars. L'acquisition de la société de services de soins de santé à domicile devrait être neutre pour les perspectives de UnitedHealth Group en matière de bénéfice net ajusté par action en 2022, légèrement relutive en 2023, et en forte progression les années suivantes. L'opération doit être finalisée au second semestre.
* Quadient a progressé de 6,61% à 17,91 euros l’action sur la place de Paris, dans le sillage de ses résultats au titre de l’exercice 2021 (clos fin janvier 2022) et de ses perspectives pour l’exercice en cours. Le groupe présent dans l’automatisation intelligente des communications, les consignes colis automatiques et les solutions liées au courrier, a dégagé l’an dernier un bénéfice net (part du groupe) de 88 millions d'euros, en hausse de 117% par rapport à 2020.

De son côté, le résultat opérationnel courant (hors charges liées aux acquisitions) est ressorti à 147 millions d'euros, en progression organique de 6% sur un an. Mi-février, le groupe avait dit tabler sur une croissance organique autour de 5-6%.

Quant au chiffre d'affaires, il s'établit à 1,024 milliard d'euros, en légère baisse de 0,5% à données publiées. Cependant, il gagne 4,3% en organique, ce qui est conforme aux prévisions du management.

" Cette croissance a été tirée par une forte acquisition de nouveaux clients dans l'ensemble de nos offres logicielles, un rebond prononcé de la vente d'équipements liés au traitement du courrier, surpassant une nouvelle fois la performance de nos principaux concurrents, et par une progression soutenue de notre base installée de consignes colis ", a expliqué Geoffrey Godet, le directeur général de Quadient.

* Esker a annoncé l’obtention d’un brevet auprès du Bureau Américain des Brevets (U.S. Patent & Trademark Office) pour sa technologie d’automatisation du découpage de lots documentaires. Ce nouveau dépôt de brevet s’inscrit dans la stratégie globale d’investissement en Recherche & Développement qu’Esker a initié il y a plus de 10 ans. D’apparence simple, l’automatisation du découpage de lots documentaires par une IA a nécessité à Esker plus d’un an de recherche sur les réseaux de neurones.

"Cette nouvelle technologie reflète parfaitement l'expertise d'Esker dans le domaine de l'intelligence artificielle. Elle permet aux entreprises de rationaliser leurs processus métiers, de réduire le risque d'erreur et de gagner en efficacité. Concrètement, cette innovation élimine les heures consacrées à la gestion manuelle des lots documentaires et contribue ainsi à l'amélioration des délais de paiement. Elle s'inscrit dans notre objectif de simplification des flux de l'entreprise en facilitant la gestion des factures, sans pour autant perturber les processus de collaboration établis avec les fournisseurs et les clients." déclare Jean-Jacques Bérard, Vice-président Recherche et Développement d'Esker.

**ANALYSES**

* Les comptes publics ont mieux résisté que prévu à la crise sanitaire l'an dernier. Alors que les effets économiques liés à la guerre en Ukraine devraient peser sur ces derniers en 2022, au moins Bercy peut-il se consoler en constatant qu'ils abordent cette nouvelle année difficile avec quelques marges de manœuvre budgétaires supplémentaires.

Ainsi le déficit public s'est établi en 2021 à 6,5 % du PIB (soit 160,9 milliards d'euros), selon les chiffres dévoilés par l'Insee ce mardi. La dette publique représentait, pour sa part, 112,9 % du PIB à la fin de l'année dernière, soit 2.813 milliards d'euros.

Ces chiffres restent hors normes, mais font pourtant figure de bonne surprise par rapport aux prévisions initiales de l’exécutif. A l'été dernier, au cœur d'une nouvelle vague de Covid, celui-ci tablait sur un déficit de 9,4 %, chiffre revu à 8,4 % en septembre pour tomber à 8,1 % en octobre et environ 7 % en janvier dernier. Au final, ce chiffre de 6,5 % fait figure de repli net après le 8,9 % de 2020 (205 milliards d'euros). La tendance est similaire pour l'endettement, qui avait été prévu à 115,3 % du PIB initialement, alors que le taux était de 114,6 % en 2020.

Cette amélioration des comptes publics traduit la vigueur de la reprise économique l'an passé, avant que les incertitudes liées à l'invasion russe de l'Ukraine ne dérèglent la machine. Ainsi l'Insee note que les recettes ont progressé de 8,4 % en 2021, soit un niveau supérieur à la croissance du PIB (7 %).

Malgré la baisse des impôts de production décidée par l'exécutif l'an dernier (-8,9 milliards) et la poursuite de la suppression de la taxe d'habitation, les rentrées fiscales ont afflué, à l'exemple de la TVA (+14,4 %). Même tendance pour les cotisations sociales, qui ont suivi la courbe de l'emploi et de la masse salariale. Du coup - et cela fera moins plaisir à l'exécutif qui se vante d'avoir fait baisser le niveau de pression fiscale en France durant le quinquennat - le taux de prélèvements obligatoires est resté quasiment stable l'an dernier, représentant 44,5 % du PIB contre 43,8 % en 2019 avant l'arrivée de la pandémie.

Toujours côté recettes, la France a pu compter sur le bol d'air financier qu'a représenté le financement européen du plan de relance, avec 14,4 milliards d'euros qui sont venus soulager le déficit l'an dernier.

Si les recettes ont connu une forte hausse, c'est également le cas des dépenses publiques. Celles-ci sont restées « dynamiques » selon l'Insee, avec une progression de +4 % en 2021 qui suivait +5,1 % en 2020. Si bien que le poids de celles-ci reste très élevé, représentant 59,2 % du PIB contre 55,4 % en 2019.

Tous les postes sont orientés à la hausse, et pas seulement à cause de la crise sanitaire. Ainsi les dépenses de fonctionnement « accélèrent fortement » selon l'Insee (+3,7 %) du fait notamment de la montée en puissance du « Ségur de la santé » pour la rémunération du personnel soignant. La charge d'intérêt de la dette a aussi connu un net rebond (+15 %), une partie de celle-ci étant indexée sur l'inflation.

Au final, le léger mieux entrevu en 2021 sur les comptes publics devrait permettre de limiter une partie des dégâts cette année alors que Bercy espérait initialement ramener le déficit à 5 % du PIB. Car pour le reste, les nuages s'accumulent : la croissance aura du mal à atteindre l'objectif annoncé (4 %) et l'exécutif multiplie les mesures coûteuses pour faire face à la crise énergétique.

**L’AGENDA DU 30 mars 2022**

**11h00 en zone euro**

Sentiment économique en mars  
  
**14h00 en Allemagne**

Inflation en mars (première estimation)  
  
**14h15 aux Etats-Unis**

Enquête ADP sur l'évolution de l'emploi dans le secteur privé en mars  
  
**14h30 aux Etats-Unis**

PIB au quatrième trimestre

**16h30 aux Etats-Unis**

Evolution hebdomadaire des stocks pétroliers